SOCIALISME OU BARBARIE
France

N°4 - € 1 - Octobre 2013 - http://sobfrance.unblog.fr - SouB.france@gmail.com

HOLLANDE PRÉPARE UN NOUVEL ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Contre la nouvelle réforme des retraites



Organisons la grève par en bas

Editoriale : Préparer la lutte pour mettre en échec le gouvernement

En défense de nos retraites

Préparer la lutte pour mettre en échec le gouvernement

Après un long été, la rentrée politique est déjà commencée. Université d'été des divers partis politiques, annonce de la réforme de retraites et mobilisation du 10 Septembre contre celle-ci remplissent déjà la scène politique et annoncent que nous allons vers un automne plutôt chaud. Il s'agit donc d'essayer de saisir les tendances de la situation politique et les possibilités futures. Après dire quelques mots sur la situation internationale, nous nous concentrerons sur la politique du gouvernement et les potentialités d'une réponse de classe aux attaques que celui-ci mène depuis des mois.



Une crise qui continue sa longue marche

Dans des éditions antérieures, nous disions que la crise internationale est rentrée dans une espèce de *statu quo.* C'est-à-dire, la crise économique s'est arrêtée un centimètre avant le précipice, et la bourgeoisie européenne a réussi à sauver l'euro, évitant ainsi les conséquences les plus catastrophiques. Il faut le dire clairement: le mouvement ouvrier n'a pas réussi encore à mettre en échec les plans d'austérité de l'UE. La victoire catégorique d'Angela Merkel exprime de ces « ancres » de stabilité, dans le pays qui a géré, en défendant les intérêts des capitalistes, la crise économique internationale. Cependant, nous sommes encore loin de sortir de la crise, qui fait encore des ravages dans toute l'Europe.

D'abord, la destruction du tissu industriel continue en Europe. La France a connu l'année dernière des dizaines (peut-être des centaines) de fermetures d'usines, y compris dans certains groupes industriels qui constituent la colonne vertébrale de l'économie française : tel est le cas de PSA, avec 10.000 licenciements au niveau national et la fermeture de l'usine d'Aulnay. A cela s'ajoutent les licenciements à Sanofi, ArcelorMittal, la tentative de fermer Goodyear Amiens, et la liste continue.

En plus, la destruction de ce qui reste de « l'Etat providence » continue son cours. En Espagne, les coupes budgétaires en Education ont fait que, par exemple, 600.000 élèves ne reçoivent plus les aides de l'Etat pour l'achat des livres scolaires. Au niveau universitaire, des dizaines de milliers ont perdu ses bourses. En France, la situation n'est pas meilleure : les coups budgétaires au niveau de la Santé, avec la fermeture de services et de centres, ont fait reculer l'espérance de vie en bonne santé[1].

Le problème de fond est que la crise économique, bien qu'ayant évité la chute dans une situation catastrophique, est loin d'être résolue. Dans les économies centrales, les taux de croissance (là où elles sont positives) sont d'une faiblesse extrême, ne permettant pas d'inverser les tendances au recul des dernières années. Mais la nouvelle la plus préoccupante est la décélération des économies « émergeantes », qui ont fonctionné comme un contrepoids relatif à l'effondrement des économies centrales. Il s'agit d'une situation, donc, extrêmement ouverte.

Mais plutôt que dans un développement linéaire et objectif de la crise, il faut chercher ses perspectives dans le facteur subjectif, à savoir, dans le développement de la lutte de classes. Parce qu'en réponse à ces attaques des gouvernements et de la bourgeoisie, des mouvements de masses se sont développés dans tout le monde. De l'Egypte au Mexique, de l'Espagne et la Grèce à la Tunisie, des millions ont pris les rues, ont fait des grèves et se sont affrontés avec la police et l'Etat.

Il s'agit là d'une conséquence profonde de la crise internationale, qui revient toujours sur des nouvelles formes. Le Brésil, la Turquie et le Mexique sont peut-être les derniers représentants de ce cycle mondial de révoltes populaires, mais le reste du monde, avec ses hauts et ses bas, est encore dans un climat d'ébullition. La bourgeoisie a une solution claire à la crise: mais ce n'est pas si claire qu'elle pourra l'appliquer sans déclencher des crises politiques d'envergure. Comme révolutionnaires, notre espoir est, bien sûr, que les travailleurs et le peuple arrivent à mettre en échec les plans de la bourgeoisie et à construire une autre société.

Hollande : le président du MEDEF

Dans ce contexte, le gouvernement Hollande a démontré maintes fois de quel côté de la barricade il est : de celui du patronat et des actionnaires. Son rôle autour des plans des licenciements massifs de PSA et d'ArcelorMittal a été, si on lui fait confiance, d'une pusillanimité inouïe ; si, par contre, nous voulons regarder la réalité telle qu'elle est, il faut dire qu'il a joué tout simplement le jeu du patronat. Après avoir lancé des menaces grandiloquentes par la radio et la télé, le gouvernement a constitué une commission « d'experts » (dans l'art de licencier, peut-être ?) pour se prononcer autour du plan social de PSA : bien sûr, la commission est arrivée à la conclusion que le plan social était la seule solution pour l'entreprise.

Le gouvernement veut nous faire croire qu'il ne peut rien faire contre ces plans sociaux, que ce serait « faire

peur » aux actionnaires et cela nuirait finalement à l'industrie nationale, et donc aux travailleurs. Cependant, le gouvernement a déjà donnée des milliards d'euros aux gros groupes industriels, avec les Crédits d'Impôt Recherche et le Crédit d'Impôt Compétitivité. Ces mesures pro-patronales, que les actionnaires, ont certainement aimé, n'ont cependant pas arrêté les plans sociaux et les licenciements. Donc, non seulement le gouvernement a donnée des milliards d'euros pour « stimuler » la création d'emploi qui ont finalement… continué la destruction d'emploi, mais en plus, après avoir fait ces cadeaux au patronat, il n'a aucun pouvoir pour lui interdire les plans sociaux… Ils nous prennent vraiment pour des idiots.

Mais en plus d'être complice des attaques du patronat, le gouvernement en a repris les principales revendications et s'est engagé résolument dans la voie de faire réalité les rêves anti-ouvrières les plus radicaux du MEDEF. C'est le cas de l'ANI, qui remet en cause des conquêtes historiques du mouvement ouvrier, en facilitant les licenciements et la possibilité pour les patrons d'imposer des nouvelles conditions de travail (horaires, salaire, cadences). La nouvelle réforme des retraites, que nous traitons dans un autre article de cette édition, relève du même principe : faire payer aux travailleurs le coût de la crise économique.

Le Front de Gauche et les directions syndicales : entre le soutien et la passivité

Face à cette situation, la politique du Front de Gauche retarde plusieurs mois : tandis que les travailleurs en tirent le bilan d'une année d'Hollande au pouvoir et comprennent que ce gouvernement n'est pas le nôtre, le Front de Gauche continue avec sa politique stérile de « redresser » le cours du gouvernement.

D'abord, de la part de Mélenchon, qui a décidé de jeter dans la poubelle tous ses critiques au gouvernement Hollande en proposant une « cohabitation de gauche », avec lui-même comme Premier Ministre. Sauf à nous faire croire que Mélenchon a une force surnaturelle, messianique, grâce à laquelle il pourrait peser plus que tout un gouvernement et imposer sa politique au vainqueur des dernières élections présidentielles et législatives, cette politique ne peut signifier que donner une couche de peinture rouge aux politiques néolibérales du gouvernement Hollande. Mélenchon va jusqu'à dire que cette tâche peut être confié à quelqu'un d'autre comme… l'actuel ministre Arnaud Montebourg, qui a laissé passer les plans sociaux de PSA et Arcelor. On voit bien quels sont les alliés de Mélenchon.

De part du PCF, l'autre composant du Front de Gauche,

Nous considérons, au contraire, que le gouvernement est l'ennemi des travailleurs, et que sa politique n'est pas une « erreur » de laquelle il pourrait revenir, mais une stratégie consciente, en défense des intérêts du patronat et contraire à ceux des travailleurs.

la politique est très similaire. Le ton général de la Fête de l'Humanité, un des événements les plus importants de la rentrée du PCF, a été de convaincre Hollande de « revenir à gauche ». Dans l'Humanité du 16 Septembre, dédié à la Fête, on lit dans un des articles centraux « Le peuple de gauche a fait liste commune de ses exigences ». Quelles sont ces exigences ? D'abord, « un message d'unité à gauche pour un autre cap ». D'ailleurs, sa politique de possibles alliances dès le premier tour au niveau de municipales au PS est une preuve univoque de cette conception : le detail à régler pour arriver à une alliance est…le nombre de conseillers municipaux que le PS est prêt à octroyer au PCF. Comme nous voyons, il s'agit d'une discussion programmatique du plus haut niveau.

Ce n'est pas donc étonnant que la direction de la CGT, très influencée par ces organisations, n'ait pas déclenché une lutte sérieuse contre la réforme des retraites (la CFDT, de sa part, a encore franchi les limites de classe, en défendant une position servile au gouvernement et au MEDEF). Après les discours grandiloquents auxquels ils nous ont habitués, le grand appel de la CGT a été…une journée de mobilisation, le 10 Septembre, où la grève a été très faible. En plus, il s'agit d'une journée sans continuité directe, et qui donne l'impression de chercher plutôt à apaiser la colère qu'à construire une vraie mobilisation pour mettre en échec le gouvernement.

Construire une alternative politique pour mettre en échec le gouvernement

Le problème qui se pose est donc d'abord un problème politique : quelle position adopter face au gouvernement, ce qui détermine à son tour les perspectives et les tactiques à adopter. C'est clair que, si nous avons la conception que le gouvernement peut « revenir à gauche » (il a été vraiment « à gauche » à un moment donné ?), les moyens de lutte se limiteront à des alliances par en haut, ou, tout au plus, à quelques journées éparpillées de mobilisation. C'est la tactique du FdG et de la direction de la CGT.

Nous considérons, au contraire, que le gouvernement est l'ennemi des travailleurs, et que sa politique n'est pas une « erreur » de laquelle il pourrait revenir, mais une stratégie consciente, en défense des intérêts du patronat et contraire à ceux des travailleurs. Notre stratégie est donc de mettre en échec ce gouvernement à travers la mobilisation, de déborder ses cadres, tel que le dialogue social, pour construire notre propre rapport de forces sur le terrain.

Il s'agit, donc, de lutter politiquement sur deux fronts. Plus généralement, de défendre l'idée que ce gouvernement n'est pas le nôtre, et dénoncer de manière systématique tous les attaques qu'il mène contre les travailleurs et la population. Il a un projet d'ensemble que nous ne pouvons pas artificiellement morceler, et derrière les quelques mesures progressistes (comme le mariage pour tous, bien que marqué de reculs comme le droit à la PMA, entre autres), ce qui se cache est un projet fondamentalement anti-ouvrier.

Et ensuite, donner une réponse concrète au problème des retraites, en refusant l'idée que la réforme est « améliorable », et en disant clairement que le dialogue social ne sert qu'à freiner la mobilisation et à donner des accords utiles au patronat. La seule façon d'obtenir le retrait du projet de loi est avec la grève et la mobilisation d'ensemble, ce qui ne pourra se faire qu'en débordant les directions syndicales.

Pour cela, nous devons nous appuyer sur l'auto-organisation et les différentes luttes qu'il y a eu les derniers mois. Récemment, des centaines de salariés ont débrayé dans des usines de Peugeot (Mulhouse, Vesoul, Sochaux), en obtenant des victoires contre la volonté du patronat d'avancer encore plus sur les conditions de travail. La mobilisation du 10 Septembre, bien que limitée, a rassemblé au-delà des milieux militants. En plus de la réforme générale, une réforme spécifique essaie de casser le régime spécial de retraite des cheminots, qui ont été historiquement un des secteurs les plus combatifs du prolétariat français.

Il y a des points d'appui à partir desquels développer la mobilisation. La réforme des retraites est rejetée par des secteurs très importants de la classe ouvrière : après le recul majeur qui a signifié la réforme de Sarkozy, les travailleurs refusent une aggravation en plus de leurs conquêtes historiques. Il s'agit donc de coordonner les secteurs en lutte, au-delà des étiquettes syndicales ou de lieu du travail. Il faut reprendre la tradition des AG's interpro, qui dans nombreuses villes étaient devenues une vrai direction du mouvement. C'est ainsi que nous pourrons construire une alternative aux bureaucraties syndicales qui se soumettent au dialogue sociale et démobilisent les travailleurs, ainsi qu'une opposition politique de classe à ce gouvernement.

1 - Pour les hommes, l'espérance de vie en bonne santé est passée de 62,8 à 61,8 ans entre 2009 et 2010 ; pour les femmes, elle a reculé de 64,6 en 2008 à 63,5 en 2009, est a resté stable entre 2009 et 2010. (Source : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPECF02228)

Une réforme des retraites à la mesure du patronat

Par Alejandro Vinet

Finalement, le gouvernement a défini les contours de la nouvelle réforme de retraites. Non satisfait avec l'énorme attaque qui a signifié la réforme de 2010, le patronat exige dégrader encore plus les conquêtes historiques des salariés en matière de retraites. Le gouvernement, de sa part, répond servilement aux désirs du patronat, et met en place une réforme qui, en prétendant « partager les sacrifices » entre les employeurs et les salariés, ne fait payer que les travailleurs.

Travailler plus…pour gagner moins !

Après avoir fait monter la crainte d'une réforme brutale comme celle que préconisait le rapport Moreau (baisse des retraites, allongement immédiat de la durée de cotisation, attaques sur les « régimes spéciaux » comme celui des fonctionnaires, etc), le gouvernement annonce une réforme qui semble plus « sympa », en augmentant dans une période relativement longue la durée de cotisation, et les cotisations retraites des salariés et des employeurs.

Cependant, en allant un peu plus au fond de la retraite, nous nous apercevons que tandis que les salariés payent plus, le patronat s'en sort sans problèmes, et même bénéficié par la réforme. D'abord, parce qu'une augmentation des cotisations retraites (0,15% en 2014, puis 0,5% les trois prochains années) pour les salariés n'est pas anodine lorsque le pouvoir d'achat tombe, que les prix augmentent et que les plans sociaux dans plusieurs entreprises incluent la baisse des salaires : il s'agit, dans le contexte actuel, d'un attaque de plus sur une situation économique déjà très dégradé pour les travailleurs.



Mais le pire est que bien que les cotisations retraites du patronat augmenteront à la même hauteur que celles des salariés, le gouvernement promet au MEDEF que le « coût du travail » n'augmentera pas. Comment cela est-il possible ? Puisque l'augmentation des cotisations retraites pour le patronat sera compensée par la baisse d'autres cotisations, notamment dans la branche famille. C'est-à-dire que finalement, « l'effort de tous » signifie…l'effort des travailleurs. Parce que cette diminution des cotisations patronales tombera encore une fois sur le pouvoir d'achat des travailleurs : la suppression des réductions d'impôts bénéficiant aux familles ayant des enfants scolarisésm par exemple, pourrait être une prochaine mesure.

Travailler plus longtemps…pour crever plus tôt

L'autre noyau dur de la réforme de retraites est l'allongement de la durée de cotisation. Au lieu d'une augmentation immédiate, le gouvernement a décidé d'aller « doucement », et les 43 années de cotisation n'arriveront qu'en 2035. Mais les conséquences ne sont pourtant moins néfastes

D'abord, parce que l'entrée au marché du travail se fait de plus en plus tardivement : avec 5 millions de chômeurs, le CDI semble pour les jeunes travailleurs un paradis imaginaire qu'ils ne vivront jamais. Les générations qui rentrent au marché du travail dans ce contexte de crise subiront pleinement l'augmentation de la durée de cotisation. L'âge moyenne d'obtention du CDI étant 27 ans, nous devrons travailler, pour toucher une retraite à taux pleines, jusqu'à… 70 ans.

En plus, bien que l'espérance de vie augmente (seul argument du gouvernement pour augmenter les années de cotisation), l'espérance de vie en bonne santé **a diminué** les dernières années[1] . C'est-à-dire qu'elle est déjà en dessous de l'âge de départ à la retraite au taux plein. Il faut choisir : ou on part (malade) à 62 ans avec une retraite maigre, ou on reste à travailler (malade) jusqu'à 67 ans ; une belle perspective pour les travailleurs ! Les statistiques sur l'espérance de vie, et l'espérance de vie en bonne santé cachent en plus de fortes disparités sociales : l'écart entre des cadres et des ouvriers par rapport à l'espérance de vie sans problèmes sensoriels et physiques est de 10 ans.

Cela n'a rien d'étonnant : les attaques sur la santé publique et la protection sociale réduit l'accès aux soins et explique le recul de l'espérance de vie en bonne santé. En plus, le rythme de travail est de plus en plus fort (et aggravé encore pour les plans sociaux des entreprises), ce qui en plus de produire des suicides de salariés (comme à La Poste, la SNCF et tant d'autres), nuit la santé des travailleurs. Voilà une autre alternative : crever comme un retraité (pauvre), ou crever tout simplement sur la chaîne de production.

Une réforme qui agrave les inégalités hommes-femmes

Tout au long de leur vie professionnelle, les femmes subissent des inégalités qui ont comme résultat une retraite plus précaire que celle des hommes. Les moindres salaires, un parcours plus instable et incomplet que celui des

hommes (lié à la maternité et donc des arrêts des périodes du travail plus longs), des contrats plus précaires, donnent lieu à une retraite plus précaire.

Le gouvernement ne s'attaque pas à ces problèmes de base. Il n'a mis en place aucune mesure destinée à en finir avec les inégalités de salaire et de contrat que subissent les femmes. La réforme ne met en place aucun mécanisme pour combattre ces inégalités, comme la suppression de la décote et la revalorisation des minima de pension, ainsi que la surcotisation des salaires à temps partiel à la charge du patronat.

Au contraire, cette réforme va plonger les femmes salariées encore plus dans la misère. L'allongement des années de cotisations signifiera pour les femmes, qui touchent déjà une pension inférieure de 42% à celle des hommes, recevoir une retraite encore plus faible. Cyniquement, le gouvernement parle d'une réforme plus « juste », alors que les inégalités qu'affectent la moitié de la population continuent.

Notre programme face aux retraites

Le gouvernement, fidèle aux intérêts du patronat, sait très bien où aller chercher l'argent pour combler le déficit du système des retraites : dans les poches des travailleurs. Nous, également, savons que c'est au patronat de payer et que nous devons mettre en place des mesures dans ce sens.

D'abord, il faut demander le retrait pur et simple de ce projet anti-ouvrier et pro-patronal, première condition pour commencer à discuter un système de retraites qui réponde aux intérêts des travailleurs. Toute tentative de « améliorer » ce projet est un piège, puisque ses fondements mêmes ne sont utiles qu'aux employeurs. Mais nous ne pouvons pas rester sur la défensive : c'est l'opportunité de remettre en cause les reculs instaurés par les reformes des dernières années et pour avancer un programme ouvrier au problème des retraites.

Plusieurs solutions existent au déficit du système de retraites. Une augmentation de salaires généralisée permettrait déjà de contribuer à la hauteur de plusieurs millions d'euros au système de retraites. En plus, aucune système de retraites par solidarité ne peut fonctionner dans le contexte du chômage de masse : il faut repartir le travail en conservant (ou augmentant) les salaires, ce qui permettrait à la fois de réduire la journée de travail (et donc les effets nuisibles pour la santé) de donner du travail à des millions de chômeurs et de combler le déficit du système de retraites. En plus, il faut s'opposer d'emblée aux allégements des cotisations patronales : le travail ne « coûte » pas, il produit de la richesse ; c'est le capital et les actionnaires qui coûtent cher.

> Mais le pire est que bien que les cotisations retraites du patronat augmenteront à la même hauteur que celles des salariés, le gouvernement promet au MEDEF que le « coût du travail » n'augmentera pas. Comment cela est-il possible ? Puisque l'augmentation des cotisations retraites pour le patronat sera compensée par la baisse d'autres cotisations, notamment dans la branche famille. C'est-à-dire que finalement, « l'effort de tous » signifie…l'effort des travailleurs..

En outre, nous devons nous attaquer aux inégalités hommes-femmes : l'augmentation des salaires des femmes à la hauteur de ceux des hommes signifierait déjà des millions d'euros pour nos systèmes de retraites, en plus de réduire les inégalités sexistes dans le monde du travail.

Pour imposer ces revendications, nous ne pouvons que nous appuyer sur la mobilisation indépendante et par en bas de la classe ouvrière, les étudiantsm les femmes et tous les secteurs opprimés. Le dialogue social ne sert qu'à démobiliser la classe ouvrière, sous l'idée qu'il serait possible de faire des accords « gagnant-gagnant » pour les travailleurs et le patronat : mais nos intérêts sont fondamentalement opposés, et ce dialogue social n'a abouti qu'à des accords « gagnant-gagnant »…pour le patronat.

L'expérience de 2010 a montré clairement que les journées saute-mouton des bureaucraties syndicales sont insuffisantes, et que ces mêmes bureaucraties sont prêtes à négocier avec le gouvernement sur le dos des travailleurs. Notre seule garantie est l'auto-organisation, en reprenant des AG's interprofessionnelles et intersyndicales mises en place en 2010, et en essayant de les étendre et de les cordonner au niveau national, dans la perspective de la grève générale reconductible, qui bloque le pays et fasse reculer le gouvernement.

1 - Pour les hommes, l'espérance de vie en bonne santé est passée de 62,8 à 61,8 ans entre 2009 et 2010 ; pour les femmes, elle a reculé de 64,6 en 2008 à 63,5 en 2009, est a resté stable entre 2009 et 2010. (Source : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPECF02228)

Partout les luttes des femmes avancent en France!

Par Flora Kessler

Contre les emplois précaires dans les hôtels, contre la fermeture de la maternité, le sexisme, la violence, les femmes s'organisent ici et partout.

La participation des femmes a été courante dans les combats de classe en France. Depuis la grande lutte pour la dépénalisation de l'avortement, en 1975, s'est développé une prise de conscience féministe qui dure, et une accumulation des expériences, comme résultat de ces luttes, qui donne lieu à une tradition de désir d'autonomie par les organisations des femmes. Des associations féministes comme le Planning Familial sont nées de cette lutte pour le droit de femmes à décider, avec des méthodes démocratiques de fonctionnement.

Maintenant, alors que les attaques contre les travailleurs et le peuple se multiplient et s'approfondissent, nous voyons que les femmes sont à l'avant-garde de deux luttes exemplaires.

Contre la fermeture de la maternité des Lilas

La maternité des Lilas, née de la pratique de l'accouchement sans douleur au sein du Centre de santé des Métallurgistes, s'est battue pour l'IVG depuis toujours. La Maternité des Lilas, depuis quelques années, n'est pas «rentable»… puisque le personnel qu'y travaille suit une pratique de respect du corps des femmes et du bien-être du bébé et du couple. Ce n'est pas une usine à bébés comme celle du Port Royal. Une manifestation très réussie s'est réalisée samedi 21 septembre, les associations, les partis comme le NPA, les syndicats et groupes féministes ont été présents. L'Agence Régionale de Santé (ARS) a opté début juin pour le déménagement de la Maternité des Lilas dans l'hôpital intercommunal de Montreuil, pour des raisons financières. Les salariés, eux, dénoncent une fermeture déguisée, avec, au passage, des droits bafoués pour les femmes. Dans ce transfert, la maternité perdrait en effet l'espace dévolu aux interruptions de grossesse. D'autres services des hôpitaux disparaissent partout en France. C'est le cas de l'Hôtel Dieu de Paris, où les autorités veulent fermer le service des urgences, alors que c'est le seul au centre de la capitale.

Les femmes de chambre des hôtels se battent contre l'énorme exploitation qu'elles subissent. Ensembles avec les valets de chambre et les équipiers, elles ont fait grève au luxueux hôtel Palace Hyatt Paris Vendôme, encouragés par la victoire des femmes de chambre des hôtels Campanile. Ils réclament un treizième mois, la fin du travail à la chambre qui entraîne des heures supplémentaires non payées, et leur intégration au personnel de l'établissement. En 2011 c'étaient les femmes de l'hôtel Novotel au centre de Paris qui se sont manifestées avec une occupation de presqu'un mois.[1] Cette lutte, victorieuse, a été le point de départ de l'organisation d'autres femmes de chambre qui se battent aujourd'hui contre la précarité et les conditions de super-exploitation qu'elles subissent.

Le gouvernement Hollande : aucune politique en faveur des femmes

Le gouvernement du PS défend un féminisme « pour la galerie », il cherche à apparaître comme féministe avec le Ministère des « Droits des Femmes ». Beaucoup de séminaires, visites de la ministre bien médiatisées, mais aucune mesure concrète qui change vraiment la situation des femmes. Au contraire, il y a de plus en plus de difficultés pour obtenir un rendez-vous rapide pour une IVG, ou pour l'échographie nécessaire avant l'intervention. C'est dramatique quand la grossesse progresse, puisque la période légale pour l'IVG prend fin à la 12ème semaine de grossesse. « Cet été, il est quasi impossible d'obtenir un rendez-vous d'échographie: hôpitaux fermés ou débordés, cabinets privés fermés pour l'été ou avec de forts dépassements d'honoraires. Les hôpitaux devraient répondre aux demandes d'IVG et actes afférents (échographie, groupe sanguin) des femmes… ce qui est déjà difficile pendant l'année. Par manque de place et de personnel dédié, certaines femmes se trouvent dans des délais trop longs pour pouvoir faire le choix de leur avortement (médicamenteux ou chirurgical) et nombreuses sont celles qui, baladées de services fermés en services fermés, se trouvent hors des délais légaux et donc contraintes d'avorter en Hollande »[2]. Le refus de la PMA pour les lesbiennes ou les femmes seules constitue une autre attaque contre notre auto-détermination. Il n'y a pas de foyers suffisants pour les femmes en rupture familiale. Pas de contrats de travail dignes, pas de retraite juste, etc.

Mais l'avenir est ouvert, la dynamique croissante des luttes des femmes le montre. Dans les universités des groupes féministes organisent rencontres, des débats, sur l'historique des luttes féministes. Il y a une relève générationnelle, des jeunes s'incorporent un peu partout au combat féministe.

Les agressions contre les femmes augmentent, des militants d'extrême droite, excités par la manifestation anti mariage homosexuel, attaquent des lesbiennes, et aussi des femmes voilées.

Pour toutes ces raisons les luttes des femmes vont continuer. Nous savons qu'il y a des obstacles à l'unité des luttes des femmes entre elles et avec le mouvement ouvrier. Racisme et sexisme servent à la division des travailleurs. L'islamophobie est une des meilleures armes de la bourgeoisie impérialiste française pour diviser les luttes, d'autant plus qu'elle peut compter sur la bureaucratie syndicale pour paralyser les travailleurs. Mais l'avenir est ouvert, la dynamique croissante des luttes des femmes le montre. Dans les universités des groupes féministes organisent rencontres, des débats, sur l'historique des luttes féministes. Il y a une relève générationnelle, des jeunes s'incorporent un peu partout au combat féministe.

Il s'agit donc de construire un mouvement féministe fort, qui reprenne la rue face aux fachos, pour défendre le droit des femmes. Pour conquérir nos revendications, nous ne pouvons pas attendre une salvation magique venue d'en haut, ni les discussions diplomatiques dans les couloirs du parlement ou des ministères. Au contraire, c'est l'auto-organisation indépendante et la mobilisation qui nous permettra de gagner nos batailles. En même temps, tout en sachant que « la libération des femmes sera l'œuvre des femmes eux-mêmes », nous devons être solidaires et nous organiser avec l'ensemble des secteurs opprimés et exploités, en particulier avec la classe ouvrière, puisqu'il ne peut pas y avoir de libération des femmes dans le cadre de cette société capitaliste et patriarcale.

1 - http://www.youtube.com/watch?v=vFCCSefwt4U

2 - Communiqué de presse Planning Familial IDF, 14/08/2013

Obama cherche le soutien du Congrès pour attaquer

Non au bombardement impérialiste en Syrie !

Déclaration du courant international Socialisme ou Barbarie, 04/09/2013



«Jay Shapiro, un vieux habitant de Jérusalem, a rappelé le dicton selon lequel la politique étrangère américaine avait des mots doux et un lourd bâton et a dit: 'La politique du président Obama est tout le contraire. Il hurle et il n'a pas de bâton. Il ne nous protège pas. Il ne protège même pas les Etats-Unis'...» (William MacLean, agence Reuters, 09/03/2013)

Le recul par rapport à l'attaque imminente du gouvernement des États-Unis contre la Syrie a ouvert une crise politique relative dans les rangs de l'impérialisme. Tout était prêt, mais la défaite du gouvernement de Cameron à la Chambre des Communes en Angleterre, a forcé Obama à faire un pas en arrière. Isolé sur la scène internationale en ce qui concerne l'attaque et sans son allié traditionnel, le gouvernement étatsunien a décidé d'aller chercher à son propre Congrès une légitimité qu'il n'a pas réussi à trouver dans le monde.

Mais il ne faut pas se confondre : cela ne signifie pas que l'attaque n'existera pas. Au contraire, il est de plus en plus proche. Mardi 3, lors d'une réunion spéciale avec un groupe de sénateurs, quelques des personnalités de l'opposition républicaine ont indiqué que « elles soutiendront Obama dans sa demande au Congrès ».

A la recherche de la légitimité perdue

Le pas en arrière d'Obama lorsque une attaque contre la Syrie était attendu de façon imminente a fait forte impression à l'échelle internationale. Cela a été une représentation graphique la situation des grandes puissances, de leur degré de fragmentation. Il n'y a aucun doute que les États-Unis sont la puissance impérialiste de loin plus importante. Elle est toujours la première économie mondiale, et, en outre, la première puissance militaire.

Toutefois, l'affaiblissement relatif de sa place dans le monde est un fait aussi clair que ceux que nous avons souligné précédemment. Beaucoup d'analystes, de manière impressionniste, indiquent que les Etats-Unis sont « plus forts que jamais » (cela est défendu, en particulier, pour ceux qui sont proches au chavisme). Mais cette analyse ne résiste pas à la réalité objective.

Tandis qu'à la sortie de la Deuxième Guerre Mondiale les EE.UU avaient la moitié du PIB mondial, aujourd'hui ils n'ont qu'un cinquième et la Chine pourrait le déplacer du premier lieu dans le dans les décennies à venir, même si les EE.UU continueraient à être à la tête par rapport à la recherche, le développement, les technologies d'avant-garde, etc.

En même temps, du point de vue géopolitique il y a eu aussi des modifications profondes. La chute de l'ex-Union soviétique au début des années 1990 a laissé aux Etats-Unis comme la seule superpuissance mondiale. Cependant, l'analyse ne pourrait pas cacher qu'il s'agissait d'une superpuissance qui cumulait déjà un affaiblissement relatif sur plusieurs fronts.

Cette situation d'affaiblissement sur le plan international (géopolitique, du système mondial des États) s'est approfondie dans la dernière décennie avec l'impasse et la défaite politique relative de ses interventions en Afghanistan et en Irak. Nous précisons : en aucun cas ils ont subi une défaite militaire sur le terrain : ils n'ont pas dû échapper en courant comme en 1975 au Viet Nam, avec l'image historique de l'ambassade américaine à Saigon abandonné à la dernière minute par hélicoptère tandis que les soldats du Vietcong l'entouraient. Cependant, il n'a pas réussi à imposer tous ses plans dans ces pays : ils sont caractérisés par une instabilité énorme ; et ils sont aujourd'hui un point mort militaire qu'Obama tente de quitter depuis le début de son mandat. Cela est le contexte du refus massif de la population des pays impérialistes à une intervention en Syrie.

Cette faiblesse géopolitique et économique des EE.UU. a conduit à sa perte d'autorité. On pourrait dire que depuis des décennies le gouvernement étatsunien « donnait l'ordre » et un cortège entier des pays s'alignait derrière le grand maître du « monde libre ». Aujourd'hui ce n'est pas le cas. Au contraire, l'opération de « punition » à Al-Assad pour son génocide sur la population de son propre pays a recueilli plus de doutes que de soutiens.

Parmi les ascendants pays BRIC, la Russie et la Chine se sont opposées d'emblée, et le Brésil est dédié à protester pour le espionnage des services secrets étatsuniens sur Dilma Roussef.

Les puissances impérialistes qui ont été vaincues dans la Deuxième Guerre Mondiale, l'Allemagne et le Japon, sont toujours « impuissantes » par rapport aux interventions mili-

taires, ce qui est habituel depuis l'après-guerre.

Ce n'est pas non plus étonnante la réticence de l'ONU à l'intervention militaire impérialiste. C'est pourquoi elle est souvent « ignorée ». En outre, dans le Conseil de sécurité, la Russie et la Chine, alliés du gouvernement syrien, ont le pouvoir de veto. Et la démagogie du Vatican n'est pas une surprise : il dénonce qu'une « guerre mondiale » est à venir et Bergoglio parle « contre la guerre ». Bien sûr, de toute façon, tout cela reste légitimité internationale à l'attaque

Mais ce qui a fini pour faire reculer Obama a été la défaite de Cameron, premier ministre anglais, dans la Chambre des Communs. Cela a été un bouleversement énorme, pour le principal allié historique des EE.UU.

L'explication de cette défaite législative, c'est que la population en Angleterre était également en colère. Lorsque, en 2003, la coalition l'impérialiste pour attaquer l'Irak s'est formée, un énorme front unique des organisations populaires appelé Stop The War Coalition a été créée pour rejeter la guerre et a organisé des mobilisations massives presque sans précédent. L'invasion n'a pas pu être arrêtée ; mais les conséquences de la politique de l'intervention coûtent cher politiquement aujourd'hui ; et pas seulement dans ce pays, mais dans tout le monde « impérialiste »: l'opinion publique dans ces pays ne veut plus de guerres d'agression [1].

C'est dans ce contexte de manque d'unité et de légitimité internationale, où seulement le gouvernement « socialiste » de Hollande en accompagnait fermement l'intervention (un soutien trop faible comme un facteur de légitimation), qu'Obama décide de faire un pas en arrière et de chercher cette légitimité dans son pays : c'est pourquoi il fait appel à son parlement. Et la chose n'est pas facile, car ce manque de légitimité s'exprime dans l'opinion publique des pays impérialistes : 64 % des français, 66 % des américains, 50 % des britanniques et 58 % des Allemands rejettent l'intervention en Syrie !

Al-Assad, le meilleur « allié » d'Obama

Croyez-le ou non, le fait est que le meilleur « allié » d'Obama dans son projet de bombarder la Syrie... est le président syrien lui-même. C'est que, avec le massacre perpétré par le gouvernement syrien, Obama a trouvé un alibi parfait pour affirmer le rôle des Etats-Unis comme gendarme du monde. Al - Assad a produit le plus grand génocide avec gaz mortel dans le 21e siècle et l'un des plus importants dans les cent dernières années.

Comment cela pourrait se produire, comment Al - Assad a pu attaquer sa propre population? La réponse est simple : la guerre civile se déroule de plus en plus sur des lignes « sectaire-réligieuses » ou « ethniques » dans un pays morcelé par ces clivages, c'est-à-dire où les alignements en faveur du gouvernement ou de la résistance se produisent pratiquement par régions, villes et quartiers. Autrement dit, territorialement. Assad a donc tiré des missiles avec un gaz mortel ver des localités de l'opposition dans les alentours de Damasco, en couvrant ensuite son crime avec un double crime : un intense attaque d'artillerie.

> Le processus exige l'irruption indépendante des masses syriennes: l'émergence de secteurs de la jeunesse étudiante et la classe ouvrière comme sujets indépendants, offrant une troisième alternative au conflit.

Il a fait cela comme un avertissement : si une population s'aligne avec l'ennemi : elle sera attaqué avec du gaz létal dans la matinée quand il dort encore ! Il est difficile d'imaginer une image plus terrifiante.

Mais par rapport à la dérive presque « fratricide » du conflit syrien, les noyaux de résistance ont une responsabilité presque égale. La réalité est que le soulèvement populaire contre la dictature sanglante d'Al-Assad a été un soulèvement progressif, partie du « printemps » qui se développe dans le monde arabe. Cependant, dans ce cas, ainsi qu'actuellement en Egypte et anciennement en Libye, la militarisation du conflit n'était pas une étape progressive, une « radicalisation » comme nombreuses courants du trotskisme au niveau international l'ont considéré, marqués par une analyse ridicule mécanique et « objectiviste » des processus de la lutte de classes.

Son effet réel était plutôt enlever toute perspective indépendante et non sectaire au processus de la rébellion populaire, et en donner la direction à un groupe de formations qui défendent des intérêts autres que ceux des exploités et des opprimés. Dans cette direction il y a aussi des formations laïques (en vérité, sunnites « modérées ») mais aussi des islamistes enragés, avec différentes affiliations. Certains monopolisées par Al-Qaïda ou des groupes salafistes financés par l'Arabie saoudite et d'autres Etats du Golfe, d'autres par les Frères Musulmans, avec centre en Egypte (maintenant affaiblis), d'autres soutenus depuis la Turquie par les EE.UU et le gouvernement turque d'Erdogan (qui est en train de réprimer une révolte populaire dans son pays), d'autres par les séparatistes Arméniens... et ainsi de suite.

Tout cela a fait le jeu à la dictature, parce qu'il a terminé avec l'élan initial des protestations populaires avec des revendications démocratiques ainsi qu'un rejet explicite aux divisions sectaires-religieuses ou de nationalités.

Pour sa part, la dictature a profité pour faire un chantage aux nombreuses minorités religieuses ou nationales et aussi aux secteurs également modérées ou laïques de la majorité sunnite: « Soutenez-moi ou ces barbares islamistes et salafistes arriveront au pouvoir ». Al - Assad se présente comme « le moindre mal ». Cette chantage a eu un certain succès et explique socialement les difficultés à lui battre.

Ceci a mené le processus à une impasse où aucun des deux camps ne s'affiche clairement comme progressif et donne des excuses à l'impérialisme d'intervenir : c'est même un réalité que la résistance demande le bombardement d'Obama !

La transformation de la rébellion populaire en guerre civile n'a pas été donc pas un développement progressif. Le processus exige l'irruption indépendante des masses syriennes: l'émergence de secteurs de la jeunesse étudiante et la classe ouvrière comme sujets indépendants, offrant une troisième alternative au conflit. Cette situation, qui est arrivée en Egypte, avec toutes ses limites, n'est toujours pas arrivée en Syrie.

Toutefois, malheureusement, cela est beaucoup plus facile à dire qu'à réaliser. La guerre civile a accentué la fragmentation communautaire-religieuse et lorsque c'est cette identité qui domine, les conflits n'ont pas comme base une lutte, même indirectement, de « classe », mais avec les traits « fratricides » que nous avons signalé.

Non aux bombardements. Al-Assad doit être chassé par la mobilisation de masses du peuple syrien.

Le plus probable est qu'Obama obtiendra le soutien pour bombarder la Syrie. Tout indique que, malgré la pause forcée, et le fait que le débat parlementaire aux États-Unis aura ses problèmes, l'engagement des grandes personnalités politiques, républicaines et démocrates, d'autoriser au moins une « action limitée », est un fait.

Malgré cela, il est évident que le moment est venu de redoubler d'efforts pour arrêter l'impérialisme. Nous devons demander aux gouvernements de chaque pays où notre courant existe, qu'ils se déclarent publiquement contre l'attaque. Dans la gauche révolutionnaire, nous avons l'obligation de défendre la nécessité de réunir dès maintenant un large front uni pour discuter des actions pour éviter, arrêter ou dénoncer le bombardement étatsunien à la Syrie.

Et aussi pour défendre une alternative indépendante, en disant clairement nous ne sommes ni avec Obama ni avec Al-Assad (comme c'est le cas embarrassant du chavisme et de Castro au Cuba), mais avec la perspective d'une issue des exploités et des opprimés à la guerre civile syrienne et aux rébellions populaires, aujourd'hui dans une impasse dans le monde arabe en général.

Ré-réélection d'Angela Merkel

Un triomphe conservateur mais avec des nuances et des contradictions



Dimanche dernier a été un jour de fête pour la presse conservatrice dans le monde entier. Le lundi, de *La Nación* de Buenos Aires jusqu'à *Le Figaro* à Paris en passant par l'*ABC* de Madrid, tous célébraient le triomphe de Angela Dorothea Merkel et de sa Coalition démo-sociale chrétienne (CDU-CSU) aux élections au Bundestag, le Parlement allemand. En outre, bien que les élections allemandes n'aient pas l'importance mondiale de celles des États-Unis, *l'impérialisme allemand* est le chef aujourd'hui dans l'Union européenne. Choisir le gouvernement au Berlin, c'est aussi choisir le gouvernement de l'Union européenne et la zone euro. C'était une autre raison pour les célébrations.

En outre, le score obtenu par Merkel est un véritable exploit politique, considérant que dans l'Union européenne les gouvernements, les présidents et les premiers ministres, qui étaient au pouvoir en novembre 2005 (date du premier gouvernement Merkel) ou en octobre 2009 (son deuxième Cabinet) ont perdu les élections ces derniers années. La crise *a incinéré tout le monde*, de Sarkozy à Berlusconi et Zapatero. Seulement Merkel a traversé indemne ce cercle de feu, comme Siegfried dans les légendes de la mythologie germanique. Mais Merkel, non seulement a survécu, mais *a atteint un score plus élevé* que celui de la précédente élection : 41,5 %, c'est-à-dire, 7,7 points de plus qu'en 2009.

Toutefois, le principal parti d'opposition, le Parti Social-démocrate (SDP), a également progressé : il a obtenu presque le 26 %, trois points de plus qu'en 2009. En outre, les deux partis qui, relativement, *sont plus à droite* que Merkel se sont effondrés : le FDP (Parti Démocratique Libre), ultra-néolibérales qui étaient dans le dernier Cabinet de Merkel et l'AfD (Alternative Pour l'Allemagne) conservateurs « eurosceptiques »

Enfin, Die Linke (La Gauche), un parti réformiste mais qui apparaît à gauche des sociaux-démocrates, qui avait chuté lors des élections régionales précédentes, remporte un inattendu 9%, devenant la troisième force. Les Verts, partenaires traditionnels du SDP, ont arrivé derrière, avec 8,4 %. En outre, le postmoderne « Parti Pirate », s'est effondré, après avoir obtenu dans quelques élections régionales jusqu'au 9%.

Puisque Merkel apparaît comme la championne du monde du néolibéralisme, des plans d'austérité et des coups budgétaires sauvages, et de la privatisation à outrance, son triomphe électoral a encouragé la droite européenne et mondiale. « Austérité, ajustements et faim! » serait la formule infaillible non seulement pour conduire l'économie, mais aussi pour gagner les élections. Si cela serait vrai, les Allemands seraient *un cas unique de sado-masochisme politique.*

Complexités et contradictions derrière l'élection

En vrai, la votation obtenue est le produit d'une combinaison plus complexe de facteurs. Parmi ceux-ci, il faut remarquer les suivants.

1) L'Allemagne est le pays d'Europe qui a fait le moins de « réformes néolibérales » ces dernières années. Encore plus : Merkel, ces derniers temps, *a agi dans la direction opposée*, en donnant quelques petites concessions et en semblent mettre des « limites » aux secteurs patronaux trop abuseurs.

Parce que l'essentiel du « sale boulot » des réformes néolibérales avait déjà été fait quand Merkel a pris ses fonctions en 2005. Et ce n'était pas la « droite » du CDU-CSU qui l'avait fait, mais la « gauche » ; c'est-à-dire, les sociaux-démocrates du SDP avec la complicité des Verts. Cela a généré un phénoménal « vote sanction » contre le SDP qui a donné la victoire à Merkel en 2005. Et a produit également la division du SDP et la formation de Die Linke en 2007.

Les réformes néolibérales dictées par les sociaux-démocrates ont frappé sévèrement les travailleurs. La principale réforme a été celle des « mini-jobs » (petits travaux): *les emplois précaires par heure.*

« Un sur quatre travailleurs allemands travaille aujourd'hui pour un mini salaire qui, dans certains cas, peut être d'un ou deux euros l'heure. Les mini-jobs ont augmenté plus que les travails à temps plein et occupent déjà près de 7,5 millions de personnes. Il y a 1,3 millions de travailleurs qui reçoivent également le package qui combine les allocations sociaux et celles du chômage, populairement connu comme Hartz IV. De cette façon, l'État, efficacement, subventionne des travail-

leurs bons marchés pour les entreprises. » (Thilo Schäfer, 14/09/3013)

Dans ce contexte, ces derniers temps, Merkel a mis des limites aux « excès » des patrons dans les minijobs. Par exemple, aux entreprises qui licenciaient pour reprendre ces mêmes ouvriers avec des contrats précaires. Dans le même sens, elle a légiféré contre les « abus » des agences d'emploi précaires. En outre, la CDU-CSU s'est approprié du slogan de « salaire minimum », qui était auparavant exclusif de la social-démocratie et de la gauche.

Ces mesures, bien sûr, ne changent rien sur le fond. Mais ils donné à des millions la sensation que, d'une certaine façon, Merkel les « défend ».

Un bon connaisseur de l'Allemagne synthétise cette situation de la façon suivante: « Merkel *n'a pas avancé* dans la destruction des droits du travail. Elle s'est limitée à *gérer le cadre involutive* qui les sociaux-démocrates et les verts lui ont laissé en héritage. » (Rafael Poch, 21/03/2013)

2) L'Allemagne est aussi le pays d'Europe qui est le moins touché par la crise et, par conséquent, par le chômage. Le capitalisme allemand, longtemps avant Merkel a réussi à faire une tournure vers la « globalisation » en s'orientant vers le marché global mais sans « délocaliser » une grande partie de son industrie (comme l'ont fait les États-Unis, la France et autres). Cette année, elle prendrait la place donc des Etats-Unis comme deuxième plus grand exportateur mondial après la Chine. Cela a également été un facteur majeur de « conservation » de la situation politique.

3) En outre, le conservatisme de la CDU-CSU est devenu plus « nuancé » dans d'autres domaines, par exemple sur des questions telles que les mariages entre personnes du même sexe. En outre, la CDU-CSU a volé à la gauche et les Verts les revendications anti-nucléaires. Dans une politique qui est également une affaire fabuleuse pour son industrie, l'Allemagne s'est tournée vers les énergies propres et renouvelables comme l'énergie éolienne.

4) La crise a renforcé la domination du capitalisme allemand dans l'Union Européenne. Dans ce contexte, Merkel a eu un certain succès en faire croire la fable raciste-chauviniste de l'allemand « travailleur et austère » qui contraste avec les « Grecs, espagnols et italiens paresseux et gaspilleurs », responsables de la crise européenne.

Tous les médias allemands grands, des plus « sérieux » comme *Der Spigel* jusqu'aux pires tabloïds jaunes comme le *Bild-Zeitung,* nourrissent cette fable raciste qui a remplacé le charlatanisme sur « l'égalité » des « peuples de l'Europe » qui constituaient l'Union Européenne. L'Union européenne a maintenant un maître, l'Allemagne, dont la mission est de faire travailler ces paresseux. C'est un discours raciste qui évoque d'autres époques de l'impérialisme allemand, lorsqu'on parlait des « races inférieures », Juifs, Slaves, Tziganes, etc.

Maintenant, la farce est différente mais si trompeuse qu'auparavant : l'Allemagne serait en train de faire des « sacrifices » pour payer les « aides » et « plans de sauvetage » de la Grèce et des autres pays en faillite. En vérité, la Grèce n'a pas touché pratiquement rien des « plans de sauvetage ». Tout est allé directement dans les poches des banques créancières allemands et français... ce sont eux les véritables « sauvés » ! Toutefois, dans une campagne de désinformation qui étonnerait Goebbels lui-même, la majorité des Allemands ont été amenés à croire quelque chose différente : que « nous payons pour les péchés des autres pays ». (Thilo Schäfer, cit.)

Bien sûr, en ce qui concerne la Grèce, l'Espagne, le Portugal, etc... Merkel est catégorique dans l'imposition des plus sévères plans de faim et de chômage... Bien sûr, cette « racaille » ne vote pas dans les élections au Bundestag. En Allemagne, comme nous l'avons vu, Merkel a pris soin de ne pas « aller trop loin » avec le néolibéralisme.

Inégalité croissante, élections et légitimité

Derrière les célébrations de la victoire de Merkel, il y a une réalité sociale qui accumule des contradictions et qu'un jour peut exploser dans le visage du capitalisme allemand ; tout d'abord, la montée rapide de l'inégalité.

« Si en 1970 le 10% le plus riche des allemands (occidentaux) avaient le 44 % de la richesse nette totale, en 2011 ils possédaient le 66%. La plupart des impôts universels, sur la consommation, l'impôt sur le revenu et la TVA, ont apporté en 2012 le 80% des recettes fiscales, tandis que des impôts sur les sociétés et les profits représentent seulement le 12 %. Le rapport biannuel sur la pauvreté et la richesse du Ministère du Travail lui-même a dû reconnaître cette année, entre polémiques et ajustements dans sa rédaction finale pour l'embellir, que le 50 % le plus pauvre de la société allemande, n'a que le 1 % de la richesse (il y a dix ans c'était le 3 %) et le 10 % le plu riche, le 53 % (chiffre de 2008). D'autres études ont montré que le 1 % le plus riche concentre aujourd'hui le 23 % de la richesse.

« L'Allemagne, qui, du point de vue du nivellement social était traditionnellement un pays avec un bon niveau par rapport à l'Europe, présente aujourd'hui un dénivellement semblable à celui qui existent aux États-Unis... Les trois conséquences générales de cette réforme [initiée par le SDP] ont été appauvrissement, précarisation et la polarisation sociale. »(Poch, cit.)

Mais cette situation a, entre autres choses, une conséquence politique, qui potentiellement commence à user la légitimité du régime de la République Fédérale d'Allemagne. Nous insistons sur le « potentiel », car cela se produit dans le cadre d'une démobilisation ouvrière et populaire. Cela s'exprime dans le peu d'enthousiasme électoral des milieux les plus pauvres. Dans les années 1970, la participation aux élections était proche au 90 %. Aujourd'hui elle a chuté au 70 %. Et ceux qui ont voté sont les secteurs les plus aisés. L'abstention est quant à elle plus du double chez les plus pauvres.

Comme aux États-Unis, la démobilisation a comme résultat que la seule conséquence soit celle d'incliner vers la droite les résultats électoraux. Mais dans d'autres situations, cela peut signifier un effondrement de la légitimité du régime.

Encore une fois une grande mobilisation le 11 Septembre

Par Carla Tog et Carme Roig, Socialisme ou Barbarie - Etat Espagnol

Le 11 septembre, une nouvelle journée historique de mobilisation a eu lieu en Catalogne. La voie catalane, une chaîne humaine de plus de 400 km, qui traversait la Catalogne d'un bout à l'autre, a exprimé et montré au monde l'espoir de milliers de catalans de décider sur leur indépendance par rapport à l'Etat espagnol

Cependant, un an et demi après que des millions aient inondé les rues de Barcelone, sous les slogans de « Indépendance » et « Catalunya, nou estat D'Europa », la situation est dans même un impasse, même le droit à avoir le droit à décider.

Avec la chaîne humaine (télévisé et organisé au millimètre près) le gouvernement de CiU (Convergència i Unió)[1] et son allié ERC (Esquerra Republicana de Catalunya)[2] ont réussi à éviter la répétition (ou le dépassement) d'une mobilisation très massive et « non contrôlée » en mesure de déborder la capitale, comme celle de 2012.



Mobilisation de la Diada, où des dizaines de millies de catalans ont pris les rues pour le droit à l'indépendance

Les manouevres de CIU et des partis du régime face à une nouvelle Diada

Un an s'est écoulé déjà et les actions du gouvernement CiU (soutenu par l'ERC) pour atteindre l'indépendance ont été plus que timides et temporisatrices. Il a surtout bien évité que ce processus ne se déroule avec des mobilisations dans les rues. Le gouvernement catalan s'est été limité, par le biais de lettres et de réunions secrètes, à exiger au gouvernement de Madrid qu'il canalise « légalement » la réalisation d'une consultation populaire pour l'année prochaine.

Même quelques jours avant la Diada, face aux rumeurs sur l'intention de retarder la consultation jusqu'à 2016, Artur Mas (chef de CiU) a dû faire rapidement marche en arrière et revenir à la date de 2014. Une telle « passivité » était déjà intolérable ou pouvait se retourner contre lui.

Pendant ce temps, tout au long de l'année et dans le contexte de la crise, les plans d'ajustements brutaux imposés par la troïka et dictés par Madrid sont tombés sur le dos des travailleurs et des jeunes. Ces plans ont été mis en place l'un après l'autre en Catalogne grâce à Convergencia i Unió, même si celle-ci a essayé de se mettre à la tête de la « lutte pour l'indépendance ». Et la coalition politique de droite dirigée par Mas, même si aujourd'hui elle se revendique « nationaliste », a toujours été un des alliés les plus fervents du gouvernement de Madrid et de la monarchie des Bourbons.

Comme nous l'avons expliqué dans un article précédent[3], il faut se rappeler que le « État monarchique espagnol actuel est un descendant direct du franquisme ; ou, plus précisément, il est le produit de l'infâme capitulation du PSOE, du Parti Communiste Espagnol (aujourd'hui « Izquierda Unida ») et les partis « nationalistes » catalans, basques, galiciens, etc., face à la monarchie que Franco avait désigné lui-même pour lui succéder, et au personnel politique du franquisme aujourd'hui recyclé dans le PP ». Ce régime a garanti et a préservé les avantages et privilèges des grandes capitales espagnols en général, et en particulier ceux de la bourgeoisie catalane.

Ceci explique l'absence du PP (Parti populaire) et du PSC (Parti socialiste de Catalogne) dans les meetings officiels de la journée (bien qu'ils aient fait leurs propres actes), en se positionnant ainsi comme des ennemies de l'Indépendance.

Le PP, qui gouverne aujourd'hui à Madrid avec Rajoy, a défendu l'idée que la Diada a été une expression du séparatisme et de rupture de l'unité nationale. Le PP va jusqu'à dire l'imbécillité que si une consultation populaire devrait être faite, elle devrait être étendue à l'ensemble de la population de l'Espagne, non seulement de la Catalogne. Pour sa part, la PSC, même s'il cherche le soutien du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) à la consultation, il défend un projet fédéraliste qui nie dans les faits l'indépendance et l'autodétermination. Selon les termes de Rubalcaba, chef de file du PSOE, dans l'université d'été de son parti, « nous ne sommes pas des nationalistes

ou des indépendantistes, nous sommes des socialistes démocratiques ».

Le nouveau « Pacte National pel Dret a Decidir » n'est pas une issue vers l'indépendance

Aujourd'hui, 16 septembre, moins d'une semaine après la Diada, et pour montrer au peuple catalan qu'ils font quelque chose, le gouvernement de la Catalogne - la Generalitat - a présenté le manifeste du « Pacte Nacional pel Dret a Decidir ». Il est le résultat d'une réunion le 26 juin, qui a déjà fédéré et essaie de continuer à fédérer des formations politiques ainsi que des entités civiques, culturelles, économiques, syndicales, patronales, etc.

Ce Pacte, qui se présente comme un « projet ouvert », est rempli de bonnes intentions et de déclarations démocratiques pour le peuple catalan et son bien-être économique et culturel, mais vide de politiques concrètes sur comment et quand réaliser la consultation en Catalogne et le référendum vers l'indépendance. Parce qu'on ne peut pas croire que ceux qui impulsent ce pacte nous donneront l'indépendance... parce qu'il est très douteux qu'ils le veulent ! Il ne faut faire aucune confiance au CiU ni aux partis représentant la classe dirigeante et la bourgeoisie catalane parce qu'ils ne compromettront pas leurs propres intérêts (politiques, économiques, commerciaux) pour s'affronter au régime de l'Etat espagnol, qu'ils ont aidé à mettre en place dans l'année 78, dans la transition « silencieuse » qui a eu lieu et où pratiquement tous ceux qui ont été au pouvoir pendant les décennies de dictature franquiste ont y resté.

Il existe en Catalogne l'idée que, avec l'indépendance, la crise se terminerait, et c'est là que s'appuie le gouvernement actuel depuis la manifestation massive de la Diada en 2012. Et il le fait avec un certain succès, parce que depuis lors, il a réussi à détourner une grande partie des revendications et luttes contre les coupes budgétaires qui se déroulaient dans les rues, en les canalisant en faveur de discussions au sujet de la consultation catalane pour le

Dans le cadre du capitalisme et la crise actuelle, un « nouvel Etat de l'Europe » signifierait changer une soumission pour une autre. C'est-à-dire, passer de la soumission à Madrid, à la soumission à l'Union européenne.

droit de décider. Cette idée, défendue autant par la grosse bourgeoisie (représentée principalement par CiU) que par l'ERC se soutienne dans le fait réel que la Catalogne a toujours été une des régions les plus prospères de la péninsule et pourrait, éventuellement, se soutenir elle-même et être à la hauteur d'un nouvel état de l'Europe. Une autre chose sera si l'Union Européenne elle-même lui permet ceci...

Mais ce que nous ne devons pas oublier, c'est que dans le cadre du capitalisme et la crise actuelle, un « nouvel Etat de l'Europe » signifierait changer une soumission pour une autre. C'est-à-dire, passer de la soumission à Madrid, à la soumission à l'Union européenne ; sans aucune garantie, donc, que cela en finirait avec la crise, puisque la crise se développe en France et en Allemagne, où le chômage et les salaires misérables sont cachés avec les mini-jobs précaires de 3 ou 4 heures par jour.

En même temps, et bien que cela puisse paraître « méchant », il faut une fois de plus alerter à ceux qui par un juste refus au « espagnolisme » récalcitrant du gouvernement de Madrid mettent leurs espoirs dans la vie indépendantiste, que leurs désirs légitimes de résoudre les problèmes les plus urgents de millions de jeunes et de travailleurs ne seront pas accomplis s'ils tombent dans le piège de l'Union européenne. N'oublions pas que dans toute l'Europe on assiste à une transformation historique de destruction de l'Etat-providence mis en place dans l'après-guerre.

Nous défendons le droit à l'autodétermination, mais nous sommes pour une République Fédérale, Ouvrière et Socialiste

Tout d'abord, nous soutenons et défendons inconditionnellement le droit à l'autodétermination. Cependant, nous devons faire comprendre que nous ne croyons pas que, dans le cadre oppressif de l'Union européenne et l'euro, la constitution de petits nouveaux États bourgeoises puisse signifier une véritable solution à la crise : cette solution viendra de l'unité des travailleurs de toute la région contre les différents gouvernements qui appliquent les plans d'austérité de la Troika.

Pour vraiment atteindre l'indépendance, si c'est ce que les catalans veulent, ainsi que pour surmonter la crise actuelle, nous ne devons faire confiance à aucune variante de la bourgeoisie, mais à la mobilisation et l'organisation indépendante des travailleurs et des jeunes.

Nous sommes pour une République Fédérale, Ouvrière et Socialiste, où les travailleurs et le peuples de la région puissent s'unir.

1 - Convergència i Unió (CiU) est une coalition constituée en 1978 par deux partis bourgeoises, Convergència Democràtica de Catalunya (CDC), de centre-droite néolibérale et Unió Democràtica de Catalunya (UDC), conservateurs démocrate-chrétiens.
2 - Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) est le parti bourgeois indépendantiste historique qui se remonte aux époques de la IIème République. Son principal leader, Lluis Companys, a été fusillé en 1940 par le dictateur Francisco Franco.
3 - Voir article « Etat espagnol, la future Yougoslavie de l'occident européen ? La crise remet en scène encore une fois la question nationale », dans http://sobesp.wordpress.com (en espagnol)

Les nazis de l'Aube Dorée assassinent un militant antifasciste

En Grèce et en toute l'Europe : le fascisme ne passera pas !

Déclaration du courant international Socialisme ou Barbarie, 18/09/2013

Dans la matinée de hier, des militants du parti neonazi Aube Dorée de la Grèce ont assassinée Pavlos Fyssas, militant antifasciste et connu chanteur de hip-hop. Pavlos était militant syndical, antifasciste et faisait partie de la coalition révolutionnaire Antarsya. D'abord, nous apportons notre soutien à la famille, aux amis et aux camarades de Pavlos dans ce moment difficile.

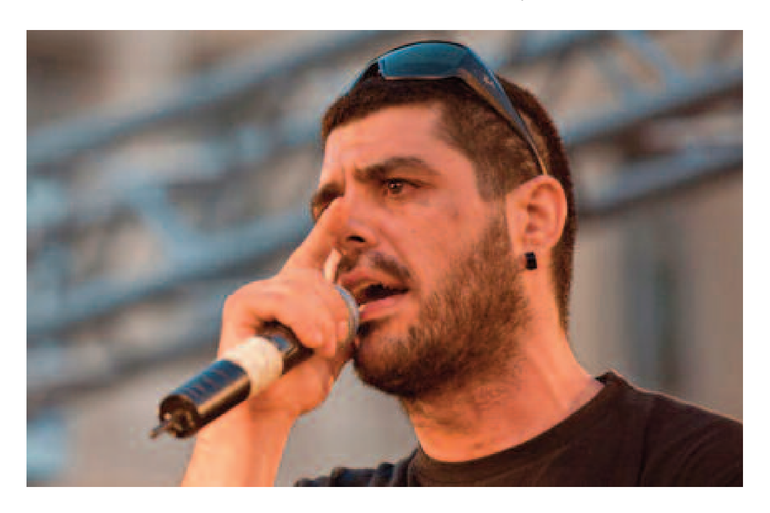
La montée de l'extrême droite est un phénomène que nous connaissons depuis les derniers mois partout en Europe. Les importants scores électoraux de l'Aube Dorée en Grèce, du Front National en France, ainsi que dans d'autres pays du continent, expriment le développement de ces courants dans des secteurs larges de la population. Mais plutôt que les élections, le point central est que ces courants ont pris de la confiance et ont repris les rues, comme en France contre le mariage pour tous, en réunissant des centaines de milliers de personnes. La montée de ce climat xénophobe, homophobe et conservateur a amené il y a quelques mois à l'assassinat de Clément Meric, militant antifasciste français, aux mains des militants d'extrême droit de ce pays. Maintenant, encore une fois, la bête fasciste a fini avec la vie d'un camarade en Grèce.

Les principaux responsables de cette situation sont les gouvernements de chaque, qu'ils soient conservateurs (comme Nouvelle Démocratie, au gouvernement en Grèce) ou « progressistes » (comme le PS). Ils se sont dédiés ces dernier mois à diaboliser et persécuter les immigrants avec tout le pouvoir de l'Etat : voilà ce qui encourage les groupes d'extrême droite et leur permet de diffuser librement leurs idées. Il faut ajouter, en plus, la absolue complicité des forces répressives avec les groupes d'extrême droite : dans le cas de l'Aube Dorée, le soutien de la police est suffisamment prouvé, en plus du fait que beaucoup de militants du parti neonazi font partie aussi de la police.

Après la mort du camarade, des manifestations spontanées ont eu lieu en Athènes, en ciblant les locaux de l'Aube Dorée. Comme d'habitude, la police a été du côté des fascistes et a réprimé les manifestants ; comme nous l'avons dit, cela n'a rien d'étonnant : si nous voyons un meeting de l'Aube Dorée, nous avons du mal à savoir si ce sont des neonazis déguisés en flic, ou des flics déguisés en neonazis. Encore une fois, l'Etat a démontré quels intérêts il défend, ce qui implique renforcer l'organisation antifasciste indépendante.

Tout au long de la journée, des mobilisations appelées par Antarsya, Syriza, le PC grecque, ainsi que par des organisations antifascistes, ont réuni des dizaines de milliers de personnes partout en Grèce. En même temps, des actions de solidarité se déroulent en France, Espagne, les Pays Bas et d'autres pays. Face à la menace fasciste et nationaliste, une des meilleurs armes est l'internationalisme, pour défendre l'idée que le problème ne sont pas les travailleurs « immigrants », mais les patrons et leurs gouvernements.

Il faut renforcer les mobilisations dans les rues et l'organisation indépendante. Dans ce ne sens, nous ne commençons à partir de rien : des dizaines de collectifs antifascistes locaux, dans les universités, les quartiers et les lieux de travail se sont créés les derniers mois, et la mobilisation contre l'assassinat de Clément en France et celle qui se déroule en ce moment en Grèce pour répudier l'assassinat de Pavlos ont réuni des milliers de personnes. Il y a quelques mois, une grande mobilisation des travailleurs immigrants, organisée par des syndicats et par la coalition Antarsya, a réuni aussi des dizaines de milliers en Athènes pour lutter contre la xénophobie et les agressions de l'Aube Dorée contre les immigrants.



Pour notre camarade Pavlos Fyssas: ni oubli ni pardon: mobilisation!

En même temps, nous devons imposer avec la mobilisation la dissolution de tous les groupes d'extrême droite, pour les isoler politique et socialement et détruire tous les liens qu'ils essayent de créer parmi la société. La misère provoquée par la crise capitaliste permet à ces groupes de faire de la démagogie à travers des centres de santé, des centres de restauration gratuite pour la population et d'autres services sociaux qu'ils gèrent : ils faut prendre ses problèmes en charge à la fois que nous liquidons ces services des fascistes (qui, évidemment, ne sont ouverts qu'aux grecs « purs »). En plus, la lutte pour la punition aux coupables de l'assassinat est centrale : chaque crime de l'extrême droite qui reste impuni, est une victoire pour eux et une défaite pour nous.

Finalement, c'est une nécessité de plus en plus urgente l'organisation de l'auto-défense de part du mouvement ouvrier, des étudiants et du peuple. Cela ne peut qu'être le produit d'une construction de masses sur le terrain, et pas l'ouvre de groupes isolés qui agissent sans construire une organisation politique indépendante par en bas. Les patrouilles populaires qui se sont mises en place dans plusieurs quartiers en Grèce sont un premier pas dans ce sens.

Punition maximale pour les assassins de Pavlos Fyssas !

Ni oubli, ni pardon : mobilisation !

Imposons par la mobilisation la dissolution des groupes d'extrême droite !

Pour l'organisation de l'auto-défense ouvrière et populaire !

Bilan des scores electoraux du FIT et du Nouveau MAS

Argentine : Une élection historique de la gauche

Par Roberto Sáenz

Le dimanche dernier un fait d'une importance politique énorme du point de vue de la gauche révolutionnaire dans notre pays a eu lieu: entre les trois forces regroupées dans le FIT[1] et notre parti avons obtenu environ 1 million de voix, un score sans précedants. Il est vrai que dans les années 1980, le vieux MAS a obtenu un score important dans le cadre d'un front avec le PC. Et que, en octobre 2001, le score de la gauche (en additionnant les voix d'Izquierda Unida (front Mouvement Socialiste des Travailleurs-PC), le front PO-Nouveau MAS, Zamora –dirigeant du MAS dans les années 90 et deux fois député national-, le Parti Humaniste et le PTS) a atteint 1,2 millions de voix, en anticipant le climat que le pays vivrait des mois plus tard avec la rébellion populaire. Cependant, qu'entre le FIT et le Nouveau MAS nous obtenions le total 1 million de voix, et cela en déplaçant les projets opportunistes de la gauche réformiste, qui sont entrés dans une faillite quasi-totale, configure une situation qu'il faut expliquer.



Nos candidats à députés Eduardo Mulhall, ex-dirigeant ouvrier de l'automobile, et Julia Di Santi, activiste pour les droits des femmes, en campagne avec les camarades de la province de Cordoba

Le kirchnerisme perd une frange de voix à gauche

Il y a quelques années Luis D'Elia (dirigeant d'un mouvement de chômeurs devenu kircherneriste en 2003) justifiait l'opportunisme du « péronisme révolutionnaire » et de tous ceux de la gauche qui sont rentrés au gouvernement Kirchner avec l'affirmation que « à gauche du kirchnerisme il n'y a rien ». Mais il est clair qu'un des phénomènes de cette élection a été exactement le contraire : **une frange politico-électorale d'une ampleur inhabituelle s'est exprimée à la gauche de kirchnerisme.**

Bien que la presse écrite n'ait pas donné de l'importance que ce phénomène mérite, c'est évident que, si le K ont perdu environ 4 millions de voix par rapport à 2011, plus d'un demi-million (une chiffre très importante) est allé à la gauche révolutionnaire : **400 000 pour le FIT et 115 000 pour le Nouveau MAS** (dont ils existent des milliers d'anecdotes de nos camarades à cet égard) !

Pour arriver à ces chiffres, le FIT est allé des 520 000 voix obtenus aux primaires d'Août 2011 aux 900 000 voix actuels (il avait obtenu 580.000 en octobre de la même année) ; tandis que le Nouveau MAS, en ce qui configure une véritable exploit politique compte tenue de la disproportion de moyens matériels, de présence à la télé et de toutes sortes avec lesquels nous avons dû faire face à la campagne, est passée de seulement 16 000 voix dans la province de Buenos Aires obtenus aux primaires de 2011 à obtenir à l'échelle nationale près de 115 000 voix (province de Buenos Aires, Cordoba, Capitale Fédérale et Neuquén) en multipliant par sept notre score et avec une corrélation avec le FIT dans ces districts de 5 à 1 (le FIT a obtenu dans ces districts un demi-million de voix).

Le million de votes obtenus et l'emplacement des forces de gauche (au pluriel, comme le journal Clarin l'a présenté) comme le cinquième score dans le total national **signifie qu'une frange minoritaire mais de masses de l'électorat a décidé de voter en faveur de la gauche ouvrière**. C'est d'une importance politico-stratégique capitale pour ce qui viendra, bien que cela nous oblige à redoubler les efforts dans la construction organique de nos organisations, qui est **qualitativement derrière les résultats obtenus**, encore plus dans notre cas que dans le cas du PO et du PTS, qui ont quand même des fortes contradictions.

La polémique pour le bilan

Après l'évaluation du score de l'ensemble de la gauche, les bilans plus spécifiques et les dures polémiques à ce sujet commencent à apparaitre. Le Parti Ouvrier, chef incontesté du front, est venu à dire à travers d'Altamira, son principal dirigeant, que « la conclusion politique qui se dégage de cette élection est que la gauche en Argentine c'est le FIT ». Cette déclaration, en plus de fausse, a le paradoxe que le lecteur va ensuite se demaner « bien, mais alors, c'est quoi le FIT? », une question de difficile ré-

ponse.

L'affirmation d'Altamira contient tellement de contradictions qu'il ne faut que souligner certaines d'entre elles pour faire tomber tout ce délire auto-proclamatoire. Si l'affirmation serait vraie, l'actuel triomphe électorale pourrait se transformer en une tragédie sans nom : **la gauche argentine disparaitrait le lendemain de la division éventuelle du FIT** !

Le premier problème d'une déclaration de ce genre est, donc, qu'elle méconnait le fait incontestable que le FIT est une somme de forces distinctes : une **coopérative électorale**, dans le jargon de la gauche. Et une coopérative qui est arrivée aux élections **beaucoup plus divisée dans son activité quotidienne qu'il y a deux ans** (à toutes fins utiles, elle a développé une campagne avec chacun de ses membres agissant séparément). En outre, il y a eu une **hégémonie disproportionnée du PO**, qui inévitablement sera une source de crises récurrentes aiguës à l'intérieur, cachées pour le moment par l'excellent score obtenu.

Deuxièmement, il reste le fait que le FIT est un front électorale d'organisations que chacune de son côté, c'est incontestable, **obtiendraient un nombre de voix nettement inférieur à celui obtenu maintenant**. Dans ce cas, comme dans d'autres, le tout est plus que la somme des parties, ce qui bénéficie ce front électoral. Mais ce « tout » **est cristallisé comme un front électoral et rien d'autre**. Ce front électoral ne peut pas aller vers l'avant, parce cela signifierait avancer dans l'unification de ses organisations, ni vers l'arrière, parce que cela signifierait la division du FIT et la fin de « l'entreprise électorale » que celui-ci représente pour ses membres.

Le troisième problème est que cette prétendue « seule gauche de l'Argentine » n'existe en tant que telle que dans le domaine électoral, qui fonctionne comme une représentation déformée de la réalité de la lutte de classes quotidienne. Là, non seulement d'autres composantes de la gauche, mais **les membres du FIT eux-mêmes avancent dans des sens différents, en désaccord sur les aspects les plus fondamentaux de la politique nationale** : les cacerolazos (mobilisations de la droite), le soutien à la grève de gendarmes, l'intervention commune dans les syndicats dans lesquels les partis du FIT existent, etc. C'est même une réalité que là où il y a des parlementaires du FIT (essentiellement à Neuquén; à Salta il n'y a que le PO) ils ne se sont pas mis d'accord sur la gestion collective de ces élus.

Quatrième problème : le FIT comme front n'a existé pour ces élections que dans huit districts, il est vrai que dans plusieurs des plus importants : Buenos Aires, CABA, Cordoba, Santa Fe, Mendoza, Tucuman, Neuquen et Jujuy, en obtenant 730 000 votes. Mais dans d'autres six districts il n'y a que le PO (avec 130.000 voix), dans trois il n'y a qu'IS (30.000) et dans un district il n'y a que le PTS. Cette **disproportion** dans les rapports de force à l'intérieur du FIT, ajouté au fait que les candidatures qui peuvent être gagnées ont des militants du PO en tête, **est la base des énormes contradictions qui traversent le FIT, et dont la perspective est de se multiplier une fois passées les rêveries électorales.**

Nos 115.000 voix

La cinquième question est qu'en dehors du FIT le Nouveau MAS s'est présenté et a obtenu le chiffre non négligeable de 115 000 voix entre quatre districts (Capital Fédérale, Buenos Aires, Córdoba et Neuquén). En comparant nos scores dans ces quatre districts avec ceux du FIT (la seule comparaison valable), nous obtenons non pas une proportion de « 1000 à 1 » qui permettrai au FIT de se considérer « la seule gauche », mais une proportion de **5 à 1**, ce qui montre que sauf pour Santa Fe (où notre parti n'a pas de légalité électorale, mais où le FIT n'est fort non plus) **dans le centre du pays –le plus important stratégiquement – c'est absolument ridicule de présenter le FIT comme « la seule gauche », en excluant notre parti.**

En résumé: un des phénomènes les plus importants du score de la gauche est que sur cinq voix que le kirchnerisme a perdu, quatre voix ont été gagné par le FIT et un voix par le Nouveau MAS. Il s'agit d'une réussite énorme de notre parti qui nous place, objectivement, comme une partie de plein droit de la frange qui a rompu par la gauche avec le gouvernement, et aucune auto-proclamation opportuniste d'Altamira et de Pitrola dans les médias ne pourra nous arracher cette victoire.

En résumé: un des phénomènes les plus importants du score de la gauche est que sur cinq voix que le kirchnerisme a perdu, quatre voix ont été gagné par le FIT et un voix par le Nouveau MAS. Il s'agit d'une réussite énorme de notre parti qui nous place, objectivement, comme une partie de plein droit de la frange qui a rompu par la gauche avec le gouvernement, et aucune auto-proclamation opportuniste d'Altamira et de Pitrola (FIT) dans les médias ne pourra nous arracher cette victoire.

1 - Le Frente de Izquierda y de los Trabajadores (Front de Gauche et des Travailleurs, FIT) est une alliance électorale constituée par le Parti Ouvrier (PO), le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) et la Gauche Socialiste (IS).

2 - Rester sur des fermes **critères structurels** est la base pour la compréhension d'un ensemble de contradictions quand il s'agit de l'évaluation du score de la gauche et d'en finir avec les illusions auto-proclamatrices des membres du FIT. Par exemple, du PO, qui a démesurément augmenté son hégémonie au sein du FIT. Le PO est une organisation relativement forte au niveau territoriale, dans le mouvement étudiant et chez les enseignants et les fonctionnaires, mais cependant dans son insertion ouvrière et structurelle il est encore trop faible. Ici est plus forte le PTS, qui cependant apparaît stratégiquement sur la défensive et n'a pratiquement aucun « front de masses ». Enfin, IS est une organisation qui languit, caractérisée par une génération militante vielle et est qualitativement plus faible que les autres membres du FIT.

3 - Cette réalité est la responsabilité surtout du PTS, qui a cédé ce poids au PO comme une concession pour exclure le Nouveau MAS du front. Pour ces élections ils ont laissé au PO les candidatures principales dans les deux districts principaux du pays, ce qui transformé à Altamira et Pitrola -candidat à député pour la province de Buenos Aires- en porte-paroles exclusifs du front; en intégrant notre parti, le front aurait eu un autre type de contrepoids. C'est pour cela, que nous avons été obligés de construire en dehors du front et nous avons obtenu une victoire politique claire à ce sujet dans cette élection, malgré la limite de ne pas avoir passé le seuil prohibitifs de 1,5 % pour participer aux élections générales.

4 - La direction du PO elle-même a défini sans rougir que le FIT est une « entreprise électorale ». C'est dans ces termes que les camarades ont posé la question dans la seule réunion que nous avons eu cette année pour essayer de rediscuter l'incorporation du Nouveau MAS au FIT. Cette définition transforme « toute la gauche argentine », selon Altamira, en une procession marchante et qui ne vise que l'obtention d'élus à tout prix.

Nous avons installé les droits des femmes dans l'agenda nationale

Par Manuela Castañeira

Après une longue et épuisante campagne électorale, où les camarades du Nouveau MAS et de l'organisation féministe Las Rojas sont allées jusqu'au bout dans la bataille politique pour faire entendre la voix des femmes, des jeunes et des travailleurs. Après des semaines de parcourir les quartiers, avec des tables pour diffuser nos idées et parler avec des milliers de personnes, avec les camarades qui ont collé des milliers d'affiches dans toute la Capitale Fédérale, contre les appareils des partis patronaux. Après une journée épuisante de dimanche où les militants, sympathisants et amis ont défendu nos voix dans le scrutin. Avec une immense joie pour avoir réussi à nous faire connaitre dans les rues avec tous les moyens que nous avons eu à notre disposition. Avec le résultat dans les mains, il est temps de réfléchir tranquillement sur les enseignements que cette expérience fructueuse nous a laissé et les étapes à venir.



Cortège de l'organisation féministe Las Rojas dans la mobilisation de la journée internationale de mobilisation du 28 Septembre 2013 pour le droit à l'avortement

Commençons par le fait le plus objectif : la liste du Nouveau MAS et Las Rojas a obtenu autour du 1%, c'est-à-dire, plus de 18 000 voix. C'est une base politique énorme et un point d'appui important pour avancer encore plus. Quand nous avons lancé notre campagne pour les droits des femmes tout l'arc politique de droite à gauche (oui, à gauche!!) nous disait que nous étions des suicides, que c'était fou de parler du droit à l'avortement dans les élections. Que cela nous ferait perdre des voix, que cela n'était pas à l'ordre du jour et que c'était hors de la réalité, que ce n'était pas possible de parler des droits des femmes avec un Pape argentin, qu'avec François I, cette revendication était enterrée.

Nous ne nous avons pas laissé impressionner, nous ne nous avons pas laissé entrainer par la marée cléricale qui a influé tout le monde, de droite à gauche (oui, encore une fois, à gauche!). Nous avons décidé de parler clairement aux femmes, aux travailleurs et aux jeunes. Ni Cristina ni la soutane de François I n'allaient nous taire ; nous n'allions pas tomber sur le crétinisme de ne pas de parler de la tragédie qui signifie la situation des femmes en Argentine, la massacre quotidienne produite par la clandestinité à laquelle on condamne des jeunes femmes: il y a des centaines qui meurent chaque année, des centaines qui sont enlevés avec la complicité de l'État par les réseaux de proxénétisme, il y a des milliers qui vivent terrifiées dans un climat de violence, il y a des millions qui vivent une double ou triple exploitation au travail qui las condamne quotidiennement.

Ce qui nous guide n'est pas un sondage d'opinion, mais les problèmes réels auxquels sont confrontés les exploités et les opprimés tous les jours. C'est un mérite dont nous en sommes fiers : nous étions la seule voix qui s'est élevé dans ce tsunami clérical. À contre-courant, souffrant le boycott absolu et avoué des médias télévisuels, qui nous ont dit clairement qu'ils ne voulaient pas nous inviter aux émissions télé, parce qu'ils ne voulaient pas donner la parole aux revendications que nous défendions.

Notre entêtement de parler de ce que personne ne veut parler nous a fermé les portes de ceux d'en haut, mais nous a ouvert un univers par en bas. Les démonstrations de soutien à notre candidature ont été une constante pendant toute la campagne. Les gens sont venus à nos tables d'agitation, ils parlaient avec nous, ils nous ont reconnu la bravoure de la revendication. Cela nous laisse un grand enseignement. Les secteurs exploités et opprimés savons par notre expérience quotidienne, que pour défendre nos revendications, nous devons faire face à toutes les institutions du régime politique, et pour cela, nous avons seulement deux armes, la politique et l'organisation. C'est notre politique organisée ce que nous a permis de surmonter quelques obstacles (pas tous encore). Être claires, honnêtes et parler sur la réalité quotidienne (et pas sur les délires de comité), parler à haute voix et sans hésiter nous a permis d'être respectées, d'être entendues.

Nous avons obtenu que certains secteurs qui se considèrent toujours kirchneristes, mais qui ne sont pas d'accord avec le cours cléricale et misogyne de la politique de Cristina, nous ouvrent leurs microphones. Nous avons obtenu l'appui de certains journalistes, comme c'est le cas de Carla Conte et Elizabeth Vernaci. Si tout cela a été possible dans ces conditions défavorables, c'est parce que le Nouveau MAS et Las Rojas ont non seulement une fermeté politique qui se distingue dans le climat opportuniste qui a caractérisé la campagne, mais parce qu'il a aussi des militants dévoués, qui ont pris dans leurs mains cette lutte politique, qui se sont organisés et ont amené cette campagne aux quatre coins de la Capitale Fédérale. Si nous avons réussi à recueillir ces soutiens, c'est parce que tout d'abord nous avons appris à nous faire entendre.

Bien sûr, qu'avec l'immense joie de savoir que nous avons fait une campagne extraordinaire, nous savons qu'il y a encore des obstacles à surmonter. Les Primaires ont rempli sa mission, ils ont réussi cette fois à laisser ces revendications hors des élections nationales d'Octobre : nous n'avons pas obtenu le 1,5% requis pour participer aux élections générales. Mais c'est aussi une leçon : lorsque nous disons que les Primaires sont un piège du gouvernement contre les secteurs populaires, nous dénonçons cette réalité. Et en cela, nous sommes fiers également d'être le seul parti de gauche qui a été à la hauteur des circonstances. Là où tout le monde s'est tu, nous avons élevé nos voix, mais pas en solitude: il y a eu 18 000 personnes, qui ont élevé leurs voix avec nous. Un capital politique que nous allons défendre et que nous avons le défi consolider et de multiplier à partir de maintenant.

Les perspectives que nous avons sont immenses. Nous n'avons pas commencé ce combat il y a deux mois. Las Rojas et le Nouveau MAS sommes, peut-être, le courant politique qui plus obstinément et de la façon la plus cohérente défend ces drapeaux tous les jours. C'est pourquoi nous invitons tous les camarades, les amis et les sympathisants qui ont accompagné ce combat à discuter le bilan et les résultats de cette campagne et à nous joindre pour continuer cette bataille.

Notre liste, pour très peu de voix, n'a pas obtenu le 1,5% requis aux Primaires, mais les échos de nos voix résonnent toujours dans l'agenda politique national. Ces échos résonneront encore plus au rythme des tambours de Las Rojas. La voix des femmes continuera à s'entendre dans les rues. Parce ils ne vont pas nous taire, nous organisons déjà une grande mobilisation pour le droit à l'avortement ce 28 septembre, la journée pour la dépénalisation de l'avortement en Amérique latine et les Caraïbes. Nous avons le défi de nous organiser et de multiplier les voix et les forces pour cette revendication.